



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

Discours de la Directrice générale de l'UNESCO

Audrey Azoulay,

**à l'occasion de la Conférence de l'AFD « L'éducation face au défi de la
qualité pour tous »**

Paris, AFD, 19 janvier 2018

Monsieur Rémy Rioux, Directeur général de l'Agence française de développement,
Madame Alice Albright, Directrice générale du Partenariat mondial pour l'éducation,
Monsieur Serigne Mbaye Thiam, Ministre de l'Éducation nationale du Sénégal,
Monsieur Jean-Michel Blanquer, Ministre de l'Éducation nationale de la France,
Mesdames et Messieurs,

Je remercie l'AFD d'avoir pris l'initiative de cette journée de préparation à la conférence du Partenariat mondial pour l'éducation, qui se tiendra dans quelques jours à Dakar sous la Présidence du Sénégal et de la France.

Cette Conférence est le signe d'un engagement politique de très haut niveau, pour l'Afrique et au-delà. Je m'en réjouis et j'y vois le début d'un renversement d'une tendance de diminution de l'aide à l'éducation.

Nous en savons l'urgence : l'éducation est le défi du siècle.

L'UNESCO, organisation des Nations Unies qui a pour mission de donner un visage humain à la mondialisation par l'éducation, la science, la culture, la défense des libertés, est convaincue de la centralité de l'éducation comme levier de réussite de tous les objectifs de l'Agenda 2030, et comme priorité des investissements pour le développement durable.

C'est une vision qui concerne le monde entier. Elle repose sur une gouvernance mondiale pour laquelle il n'existe pas encore de meilleur système que le multilatéralisme.

C'est une utopie nécessaire pour mettre l'humanité dans la voie du progrès. Cela suppose une vision du temps long, une solide coordination politique et des coalitions efficaces sur le terrain.

Pour traiter de l'Afrique et de son agenda éducatif, je crois qu'il faut d'abord remettre les choses en perspective.

Au cours des 20 dernières années, des progrès considérables ont été réalisés en Afrique – les chiffres viennent d'être évoqués, je ne les répète pas.

Nous faisons face à plusieurs défis, il s'agit à la fois de défis d'accès, mais aussi d'une cartographie en évolution.

Les phénomènes d'urbanisation croissante vont modifier nécessairement les structures d'éducation, avec des mégalo-pôles à la croissance exponentielle et des déséquilibres entre zones rurales et urbaines qui poseront entre autres questions majeures celle de la question de la capacité éducative.

Les situations de conflits accroissent la vulnérabilité et risquent d'enrayer les avancées fragiles.

Notre feuille de route est claire.

Elle est définie par l'Objectif de développement durable 4, qui constitue l'agenda le plus ambitieux jamais conçu pour l'éducation dans le monde : une éducation inclusive et équitable de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous. Il ne s'agit donc pas seulement de l'enseignement primaire.

Pour mettre en œuvre cette feuille de route en Afrique, l'UNESCO mise sur trois priorités : la pertinence des enseignements (qui ne s'arrêtent pas au primaire) et de la pédagogie, l'intégration de la politique de l'enseignement avec d'autres politiques publiques, et enfin l'éducation à la citoyenneté mondiale.

La première priorité, c'est la pertinence des enseignements et le soutien aux enseignants, à la pédagogie.

L'école doit mieux préparer les jeunes aux exigences économiques et sociales d'un monde en transformation, aux enjeux de l'économie verte, des sociétés du savoir et du numérique.

Ceci passe par une refonte des programmes et des pédagogies, à la fois pour assurer l'acquisition par tous de compétences fondamentales, mais aussi pour apprendre à apprendre – développer la pensée critique, la créativité, l'autonomisation et la capacité d'action des élèves. Un enseignement basé sur le seul réalisme économique, sans l'apport des sciences humaines, ne permettrait pas d'appréhender les profondes mutations du monde.

Renforcer la pertinence des enseignements s'impose à tous les niveaux, y compris dans le supérieur, où le nombre d'étudiants a presque doublé depuis 2000, avec plus de 12 millions d'inscrits aujourd'hui – c'est encore le taux d'inscription le plus bas du monde : 8 %.

Le choc d'apprentissage passe par la formation des enseignants.

C'est pourquoi l'UNESCO a fait de la formation des enseignants l'un de ses objectifs stratégiques, avec plusieurs programmes :

- Je pense à notre programme de formation des enseignants et d'intégration des nouvelles technologies dans les politiques éducatives de plus de 10 pays d'Afrique, avec le soutien de la Chine.
- Il existe des expériences extraordinaires déjà avec le numérique, que nous partageons à l'occasion de la Semaine de l'apprentissage mobile en mars à l'UNESCO.
- Je pense à nos actions de formation des professeurs dans l'enseignement technique et professionnel en Afrique australe, avec le soutien de la République de Corée.

- Ou bien encore à notre projet de renforcement du Réseau africain de formation à distance et l'appui apporté par notre Centre international pour le renforcement des capacités à Addis Abeba aux nouvelles approches pédagogiques.
- Il faut aussi, je crois, prendre en compte les nouvelles connaissances dans le domaine des sciences de l'apprentissage, des neuro-sciences, de l'intelligence artificielle. Toutes ces avancées scientifiques ne doivent pas être l'apanage des pays développés mais au contraire être mises au service des défis les plus pressants.

Renforcer la pertinence des enseignements, c'est aussi rapprocher l'école des communautés, prendre en compte les cultures locales, les langues maternelles.

Tel est l'esprit de la réflexion conduite par l'UNESCO sur l'école moderne en Afrique, avec deux publications à paraître pour « Repenser l'éducation en Afrique » et l'autre pour « Tirer parti des cultures pour faire progresser l'éducation en Afrique ».

La deuxième priorité consiste à mieux articuler les politiques publiques d'éducation avec celles de l'emploi et de la santé notamment, car leurs effets se renforcent mutuellement.

C'est dans cet esprit que l'UNESCO a conduit avec le ministère de la Santé du Kenya un vaste projet d'éducation sanitaire dans le bidonville de Kibera, le plus densément peuplé de Nairobi.

Le projet a permis la formation de près de 300 enseignants, le développement de matériels pédagogiques, afin de renforcer l'éducation à la santé dans les écoles.

Avec plusieurs agences onusiennes et le soutien de la Suède, nous venons de publier des nouveaux principes directeurs pour l'éducation sexuelle, afin d'aider les décideurs à mettre en œuvre des politiques appropriées.

C'est un élément essentiel dans la lutte contre l'abandon scolaire des filles à l'adolescence en raison de mariages précoces ou forcés, de grossesses précoces et

de problèmes de santé sexuelle, et parfois tout simplement de compatibilité entre cycles féminins et vie scolaire.

La troisième priorité d'une école de qualité réside dans la transmission de valeurs d'une citoyenneté responsable, l'éducation à la paix.

Au-delà des compétences techniques pour l'emploi, l'éducation de qualité repose sur les compétences pour le développement durable, pour la citoyenneté mondiale, pour vivre en harmonie avec les autres, avec la planète, avec les générations futures.

Ces valeurs d'empathie, de solidarité, de créativité, d'estime de soi forment le socle d'une culture de la paix et de la durabilité.

C'est pourquoi l'UNESCO insiste notamment pour la transmission, dans les écoles, de l'histoire de l'Afrique, de ses identités, de ses cultures, de ses ressources culturelles.

L'UNESCO a construit depuis plus de 40 ans, en s'appuyant sur les meilleurs spécialistes africains et du monde entier, une somme unique de 10 volumes sur l'histoire générale de l'Afrique, traduits en 12 langues, dont l'hausa, le peul et le swahili, et que nous intégrons dans les manuels scolaires.

Les ministres africains de l'Éducation réunis au Caire en octobre 2017 ont justement décidé d'intégrer ces contenus pédagogiques dans les programmes nationaux et ils seront à l'ordre du jour du prochain sommet de l'Union africaine en juillet 2018.

C'est une avancée historique pour la transmission d'une histoire qui est un élément constitutif d'une école de qualité en Afrique.

Mesdames et Messieurs,

Dans chacun de ces axes, qu'il s'agisse de la pertinence des enseignements, de la convergence des politiques, ou de la transmission des valeurs communes, nous accordons une attention toute particulière à l'égalité des genres, une dimension transversale.

C'est la nouvelle frontière de la réussite et je pense tout spécialement aux adolescentes, qui doivent faire l'objet d'un suivi spécifique.

Les inégalités de genre créent des lignes de fracture qui fragilisent les sociétés et les rendent vulnérables aux aléas de la croissance économique et du développement social.

Les initiatives que nous menons au Sénégal, pour la scolarisation de 40 000 jeunes filles et femmes en coopération avec Procter et Gamble, ou encore pour l'accès aux filières scientifiques sous l'impulsion du ministre Thiam, sont des exemples particulièrement parlants, et je souhaite que la Conférence de Dakar y accorde une attention particulière.

Les défis sont immenses et aucune agence, aucun acteur n'a le pouvoir de les résoudre seul.

Chacun doit apporter son mandat.

L'UNESCO coordonne l'ODD4 et se concentre sur sa valeur ajoutée : le soutien aux politiques publiques, le partage de l'innovation et de la recherche, la collecte des données statistiques, le suivi des résultats.

Ce sont les conditions de l'appropriation nationale, et je terminerai sur ce point, car elles sont au cœur des politiques éducatives que mènent les États, avec le soutien de la communauté internationale.

Je vous remercie.